

## Calais : les dessous d'une opération « humanitaire »

### Brèves

La Libye, passage obligé ? Au Nord du Maroc, la frontière avec l'Europe est de plus en plus difficile à franchir. Le Maroc collabore en effet avec l'UE pour faire la guerre aux migrants. Heureusement, la répression n'a pas raison des plus déterminés. Les passages continuent. Par la mer en petites embarcations (Zodiac) et à la rame. Ou par voie terrestre, en "attaquant" en groupe le mur-barrière à Ceuta et Melilla. Avec peu de moyens, les migrants s'organisent, en autonomie. Mais pour augmenter leurs chances de passer en Europe, beaucoup se tournent maintenant vers la Libye. Rassemblant leur maigres économies, ils reprennent la route et n'ont d'autres choix de s'en remettre, là-bas, à des mafias qui organisent la traversée. L'Europe-forteresse c'est ça : multiplier les obstacles devant celles et ceux qui rêvent d'Europe. Et au final les rendre dépendants des mafias et leur faire prendre toujours plus de risques..

Non au Super-FRONTEX ! En octobre, une nouvelle agence est venue remplacer FRONTEX. C'est pas franchement une bonne nouvelle ! FRONTEX a opéré sa mue, devenant l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. En bref, un super-FRONTEX disposant désormais de ses propres effectifs et d'encore plus de moyens pour intercepter, trier, refouler les gens se rendant en Europe. La guerre aux migrants s'intensifie, continuons à faire la guerre à FRONTEX !

### Pourquoi les migrantEs sont bloquéEs à Calais ?

La France et l'UE mènent des politiques impérialistes dans le but d'étendre leur domination sur le monde et d'intensifier l'exploitation capitaliste : ingérence politique, pillage des ressources, guerres à des fins économiques, occupations militaires, etc. Et cela tout particulièrement dans les anciennes colonies.

Ces politiques entraînent des déplacements forcés et l'exil de dizaines de milliers de personnes. La plupart migrent vers un pays frontalier au leur, et peu d'entre eux migrent vers l'Europe. Mais l'UE mène depuis des années une politique anti-migratoire agressive. Cette politique repose sur la chasse aux sans-papiers et sur la fermeture et la militarisation des frontières. Les obstacles sur la route des migrantEs se multiplient, augmentant la dangerosité des parcours et engraisant au passage les multinationales de la sécurité (Dassault, Thales...). Pour tenir à distance ces personnes, l'UE délègue le contrôle des frontières aux états voisins, comme la Turquie et le Maroc, ou même aux états d'origine. C'est ce qu'on appelle « l'externalisation des frontières » : contre des aides au développement, ces états deviennent les garde-frontières de l'Europe. Cette logique d'externalisation marche aussi entre les états membres de l'UE. La situation à Calais en est un bon exemple : en 1991 le Royaume-Uni signe un accord avec la France, qui se transforme en garde frontière sous-traitant. Calais devient ainsi un goulet d'étranglement, où sont piégéEs touTEs celles et ceux qui veulent se rendre en Angleterre.

### Destruction du campement et déportation « humanitaire »

La présence de ces exiléEs retenuEs contre leur volonté de ce côté de la frontière fait tâche. Les autorités veulent faire disparaître l'aberration politique en rasant la « jungle » et en les dispersant sur tout le territoire. En réalité, l'expulsion de Calais est une opération de déportation de ses habitantEs qui a comme but de les éloigner de la frontière britannique et de détruire les liens de solidarité et de lutte qui se sont créés sur place entre les migrantEs et avec les personnes qui les soutiennent. Politiciens et médias ont le cynisme de parler de « mise à l'abri », alors que la police chargée de l'évacuation est la même qui pendant des mois a arrosé régulièrement le camp de gaz lacrymogène. L'argumentaire humanitaire pue l'hypocrisie et évince les questions politiques : quelles sont les causes des migrations ? Pourquoi ces personnes sont bloquées à Calais ? Pourquoi nous dit-on qu'il faut fermer les frontières ?



# MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

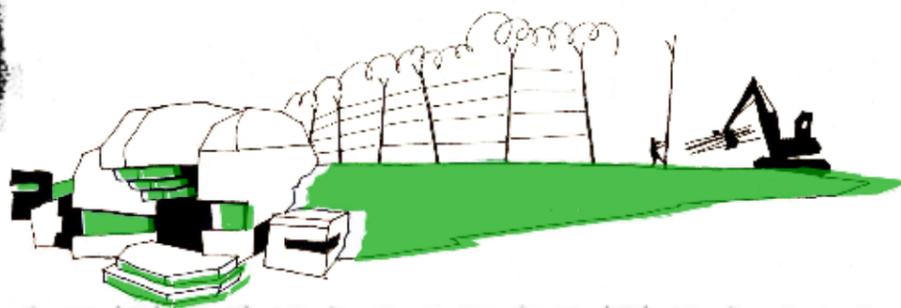
Novembre  
2016

## Paternalisme et déshumanisation

Les impératifs logistiques – le décompte et le tri des habitantEs du camp (étiquette de couleur selon la région de destination), le remplissage encadré des bus, etc – font oublier, derrière la logique du tri humain, les destins qui se jouent ici et maintenant. Qui parle des personnes, des drames endurés en chemin, des exploits qu'elles ont accomplis, et des rêves qu'elles portent ? On n'entend que des chiffres : « 9000 nouvelles places » ; « 283 CAO supplémentaires », etc.

Mais ces personnes ne veulent pas se reposer dans les campagnes françaises, elles veulent pour la plupart aller en Grande-Bretagne ! Au titre du règlement Dublin, Londres a l'obligation d'accueillir touTEs celles et ceux qui ont de la famille sur son territoire. Pourquoi l'état français s'obstine-t-il à les convaincre de rester en France ? De quel droit les balade-t-il à travers le pays ?

Au lieu de les laisser choisir l'endroit où ils et elles souhaitent vivre (ce que l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est censé garantir), les autorités continuent de décider à leur place sans les consulter. Pourquoi leurs voix sont si peu relayées ? Comment en arrive-t-on à penser que c'est mieux pour eux/elles d'être déplacéEs de force dans des bâtiments surveillés, pour une durée incertaine et sans connaître l'étape d'après ?



## Les CAO et les stratégies de division

Trois « Centres d'Accueil et d'Orientation » sont créés en Isère. Dans le cas d'au moins deux d'entre eux, Saint-Hilaire-du-Rosier et Saint-Martin-d'Hères, la réaction des éluEs et des habitantEs est à peu près la même : une forte hostilité. Ceci est le résultat des politiques anti-migratoires qui se fabriquent un argumentaire raciste et stigmatisant et qui distillent une peur de « l'autre ». Mais derrière les discours des gens inquiets, on perçoit une réalité bien tangible : les politiques d'austérité et les mesures anti-sociales produisent une « concurrence » entre pauvres et laissés-pour-compte. Voici quelques exemples de cette gestion locale du « dossier Calais » qui accroît les divisions et alimente l'imaginaire raciste.

-Alors que le dispositif hivernal d'hébergement d'urgence est déjà régulièrement saturé, le nombre de places a encore été limité cette année du fait de la création d'un CAO à Saint-Martin-d'Hères et Pont-de-Claix.

-Alors que beaucoup de demandeurs/euses d'asile sont à la rue actuellement, des places dans les Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) sont volontairement laissées libres pour « accueillir » les réfugiéEs de Calais.

-Sur le campus, les habitantEs du CAO recevront leurs repas livrés par le CROUS pour éviter qu'ils/elles soient en contact avec les étudiantEs au Resto U. L'arrivée des « déplacéEs » de Calais est présentée et instrumentalisée dans certaines communes comme un poids et une négation des besoins d'autres personnes, notamment des plus démunies. Cela renforce les réflexes de peur et d'exclusion, et empêche toute réflexion critique sur le traitement inhumain que l'état français réserve aux exiléEs.

Refusons la propagande qui vise à la concurrence entre précaires !

**Solidarité active !**

**Lutte contre  
tout l'arsenal  
d'expulsion !**

Ce journal mural est réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.